

**“ Théoriser les formes du capitalisme ”, A propos de
Branko Milanovic, Capitalism Alone. The Future of the
System That Rules the World, Cambridge, MA:
Harvard University Press, 2019, 287 pages**

Alexandre Chirat

► **To cite this version:**

Alexandre Chirat. “ Théoriser les formes du capitalisme ”, A propos de Branko Milanovic, Capitalism Alone. The Future of the System That Rules the World, Cambridge, MA: Harvard University Press, 2019, 287 pages. 2019, pp.861-871. halshs-02428975

HAL Id: halshs-02428975

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02428975>

Submitted on 6 Jan 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.





Œconomia

History, Methodology, Philosophy

9-4 | 2019

Varia / Public Debt

Théoriser les formes du capitalisme

A propos de Branko Milanovic, *Capitalism Alone: The Future of the System That Rules the World*

Alexandre Chirat



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/oeconomia/7178>

ISSN : 2269-8450

Éditeur

Association Œconomia

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2019

Pagination : 861-871

ISSN : 2113-5207

Ce document vous est offert par Université Lumière Lyon 2



Référence électronique

Alexandre Chirat, « Théoriser les formes du capitalisme », *Œconomia* [En ligne], 9-4 | 2019, mis en ligne le 01 décembre 2019, consulté le 06 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/oeconomia/7178>



Les contenus d'*Œconomia* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Théoriser les formes du capitalisme

À propos de :

Branko Milanovic, *Capitalism Alone: The Future of the System That Rules the World*, Cambridge, MA: Harvard University Press, 2019, 287 pages, ISBN 978-067498759-3

Alexandre Chirat*

Capitalism Alone est divisé en cinq chapitres. Le premier est une introduction qui vise à définir le capitalisme – un système où employés et employeurs contractent librement, où les moyens de production sont essentiellement privés et où la coordination est décentralisée – et à présenter les deux points d’ancrage du livre qui sont les suivants. Premièrement, et pour la première fois dans l’histoire, le capitalisme est « non seulement le système socio-économique dominant » mais surtout « le seul dans le monde » (2). Deuxièmement, l’émergence économique du continent asiatique a engendré un « rééquilibrage du pouvoir économique » au niveau mondial. Partant de ce constat, l’objectif de Branko Milanovic est d’interroger la dynamique du capitalisme et de ses manifestations en Occident et en Asie – l’Afrique et l’Amérique Latine sont pratiquement absentes de son étude. Pour mener à bien ce projet, il construit une distinction idéal-typique qui structure sa narration. Si le capitalisme est bien le seul système socio-économique à l’œuvre dans le monde, il convient de distinguer un « capitalisme méritocratique libéral » (chapitre 2) d’un « capitalisme politique » (chapitre 3). Le lecteur est ensuite invité à s’interroger sur les phénomènes que génèrent la mondialisation et qui constituent autant de défis à traiter pour les États – tels les migrations, la remise en question de l’État-Providence ou encore la corruption (chapitre 4). L’ouvrage se conclut sur un chapitre qui traite des dynamiques futures du « capitalisme hypercommercialisé » contemporain (chapitre 5).

Globalement, *Capitalism Alone* répond aux attentes suscitées par l’introduction, mais de manière inégale selon les parties, et on peut penser que l’accueil de l’ouvrage sera moins enthousiaste que celui qui a été réservé à l’ouvrage précédent de l’auteur, *Global Inequality*

*Université Lumière Lyon 2. chirat.alexandre@gmail.com

(2019). La continuité entre les deux ouvrages est patente. Dans *Global Inequality*, Milanovic adoptait une optique transnationale inédite, visant sciemment à rompre avec le « nationalisme méthodologique », afin d'étudier la population mondiale comme un tout pour lui appliquer les outils de mesure des inégalités traditionnellement utilisés à l'échelle des nations. Il mettait en évidence, pour la période 1988-2008, les gains de revenus réels substantiels des classes moyennes asiatiques et du 1% le plus riches – les gagnants de la mondialisation, gains qui contrastent avec la stagnation des revenus des classes moyennes occidentales. L'étude des inégalités « de classe » (intra-nationales) et des inégalités « de lieux » (inter-nationales) intervenait alors pour rendre compte de la dynamique des inégalités mondiales. Les deux derniers chapitres portaient déjà sur la question du futur du capitalisme et des inégalités. Ils péchaient par un manque de travail conceptuel et des affirmations cavalières – l'idée que « le populisme » – notion équivoque s'il en est – constituerait nécessairement un « retrait de la démocratie » – notion non moins équivoque (Milanovic, 2019, 225). À cet égard, *Capitalism Alone* semblait particulièrement bienvenu, venant approfondir la réflexion sur des thématiques esquissées dans l'ouvrage précédent. En particulier, l'on pouvait espérer de la part de l'auteur un approfondissement théorique de sa réflexion sur les formes contemporaines du capitalisme.

1. « Le Capitalisme méritocratique libéral »

Le fondement du livre réside dans la construction idéal-typique, à partir des modèles américains et chinois, de deux formes de capitalisme. La première est qualifiée de « capitalisme méritocratique libéral » (CML) dans la mesure où en théorie – les carrières étant ouvertes à tous et la taxation de l'héritage acceptée – la distribution des revenus dépend essentiellement du mérite. Le trait distinctif principal du CML au XXI^e siècle est que les individus les plus riches en termes de revenus du capital sont également les plus riches en termes de revenus du travail (34-36). C'est historiquement inédit – comme l'ont aussi souligné Duménil et Lévy (2018) – si l'on compare le CML au « capitalisme classique » du long XIX^e siècle ou au « capitalisme social-démocrate » qui lui a succédé. Le fait que les mêmes individus soient les mieux dotés en revenus du capital et en revenus du travail explique pour partie le renforcement systémique des inégalités. Les autres facteurs notoires sont l'homogamie croissante des plus riches, les inégalités d'accès à l'éducation, la concentration du capital et les taux de rendement supérieurs des actifs que seuls les plus fortunés peuvent s'offrir.

Au niveau des propositions de politiques publiques, Milanovic estime que les remèdes du XX^e siècle sont inadaptés pour lutter contre les inégalités du XXI^e. Les raisons principales en sont le déclin des

syndicats, la massification scolaire déjà réalisée et la gêne causée aux systèmes fiscaux nationaux par la mobilité globale du capital. Si l'on souhaite parvenir à un « capitalisme égalitaire », les réformes à mettre en œuvre doivent avoir pour principe directeur la promotion « des dotations égales tant en capital qu'en compétences au sein de la population » (46). L'auteur propose pour ce faire d'attirer les classes moyennes vers la propriété d'action – mais en ont-elles les moyens ? – d'encourager la participation des salariés au capital de leur entreprise – qui perdraient toutes les sources de leurs revenus en cas de faillite ! – et de taxer fortement la richesse héritée – afin de réduire les inégalités d'opportunité. Milanovic insiste aussi sur l'importance d'un *égal accès* à une éducation qui soit d'*égale qualité*.

Cette dernière proposition n'est justifiée que si l'on croit à la théorie du capital humain. Milanovic témoigne d'une adhésion toujours implicite aux hypothèses qui la fondent : l'éducation augmente les compétences, lesquelles augmentent la productivité du travailleur, laquelle explique et justifie les rémunérations perçues. Cette vision laisse sceptique. C'est négliger les effets massifs inévitables de réputation et évacuer trop rapidement la problématique du rapport de pouvoir dans la détermination des revenus. L'accroissement de l'égalité des chances n'entraîne pas mécaniquement la réduction des inégalités de revenus. L'adhésion de Milanovic aux hypothèses de l'analyse économique *mainstream* de l'éducation laisse encore plus sceptique lorsqu'il évoque l'idée que les inégalités sont désormais « moralement » plus « acceptables », puisque les plus riches tirent aussi leurs revenus de leur travail (20). Contre cette thèse, Marx rappelait dans le Livre III du *Capital* que « la production capitaliste » autorise le développement d'un « nouveau genre de filouterie », à savoir « le salaire d'administration » des dirigeants des sociétés anonymes dont le niveau est « en règle générale *en raison inverse de l'activité effectivement exercée* » (Marx, [1894] 2008, 1712).

Ce chapitre sur le capitalisme méritocratique libéral se conclut sur l'affirmation suivant laquelle une « classe supérieure durable » ne peut se maintenir qu'à la condition qu'elle exerce « le pouvoir politique ». Les études récentes mentionnées par Milanovic convergent pour montrer « l'influence disproportionnée » que la richesse exerce sur la vie politique américaine (56). Pourtant, au grand étonnement du lecteur, il mobilise les noms de Clinton, Obama et Thatcher en contre-exemples qui permettraient d'attester de ce que, dans le CML, « les politiciens viennent de diverses classes sociales » (57). Des statistiques sur l'origine sociale et professionnelle des hommes politiques auraient été préférables à cette justification par l'exception. Et quand bien même, c'est moins la classe dont un politicien est originaire que la classe à laquelle il appartient qui importe lorsque l'on traite de la problématique de « l'oligarchie », ce régime où, selon Aristote, « ce sont ceux qui détiennent les richesses qui sont souverains dans la

constitution » (Aristote, [IV^e siècle avant JC] 1993, 231). À la lecture de ce second chapitre, on est tenté de conclure avec James Galbraith que « l'Amérique retient une patine de valeurs libérales et de structures méritocratiques » mais qu'« on ne peut sérieusement prétendre que la réalité » coïncide avec l'image idéalisée – plutôt qu'idéal-typique – présentée au lecteur (Galbraith, 2019).

2. « Le capitalisme politique »

Le communisme est considéré comme la matrice originelle du « capitalisme politique ». Pour Milanovic, le courant marxiste et le courant qui célèbre la démocratie libérale, parce qu'ils sont tous deux téléologiques, ne sont pas parvenus « à expliquer la place du communisme dans l'histoire » (66-67). Les libéraux ne parviennent pas à expliquer 1914 – ou comment la première mondialisation a pu engendrer la Première Guerre mondiale et le communisme – tandis que les marxistes ne parviennent pas à expliquer 1989 – ou pourquoi le communisme n'a pas réussi à se propager dans les pays développés. La relecture de l'histoire de Milanovic revient à affirmer que, dans les faits, « le communisme est un système social qui a permis aux sociétés en retard et colonisées d'abolir la féodalité, de regagner l'indépendance économique et politique et de construire un capitalisme indigène », soit la combinaison d'une « révolution sociale et nationale » dans les pays du Tiers-Monde (75-79). Cette vision du communisme comme voie singulière vers le capitalisme, où l'État joue un rôle prépondérant dans le rattrapage, est convaincante. À l'appui de sa thèse, Milanovic montre qu'en termes de taux de croissance, le communisme a réussi dans les pays où les niveaux de revenus par habitant en 1950 étaient les plus faibles (Yougoslavie, Bulgarie) et non les plus élevés (Pologne, URSS). Cette thèse n'est pas neuve. Mais elle est souvent passée inaperçue. En 1944, Hayek expliquait dans *La Route de la servitude* que le communisme devait nécessairement conduire à la pauvreté. John Kenneth Galbraith renversait déjà la causalité : « Si, comme on l'a prétendu ici, une part substantielle d'autorité centrale dans les décisions concernant la production est administrativement impossible dans une communauté ayant un niveau de vie élevé, varié et multiple, le corolaire en sera que ce genre de planification est entièrement réalisable dans une communauté dont le niveau de vie est assez primitif. [...] Un cliché populaire, cher aux conservateurs, veut que le socialisme et le communisme soient la cause d'un niveau de vie inférieur. Il est infiniment plus exact de dire que c'est le niveau de vie bas et simple qui rend possibles socialisme et communisme » (Galbraith, 1952, 208-209).

Étant revenu sur l'origine du « capitalisme politique », Milanovic le présente ensuite à partir de grands faits stylisés qui caractérisent l'économie chinoise. La description donnée des transformations de-

puis 1980 converge pleinement avec la synthèse proposée au public français dans *L'économie de la Chine* (Renard, 2018). Pour ceux qui en douteraient encore, la Chine est définitivement un pays capitaliste. Si l'État joue un rôle économique majeur, la propriété des moyens de production est majoritairement privée et les décisions sont largement décentralisées. La première caractéristique du « capitalisme politique » est l'existence d'une bureaucratie « hautement efficiente » dont « le principal devoir est de parvenir à un taux de croissance élevé ». La deuxième est « l'absence d'un État de droit contraignant ». La troisième est l'existence d'un État capable « d'être guidé par les intérêts nationaux » (91) et « de contrôler le secteur privé » (93). Ce modèle idéal-typique est soumis à deux grandes contradictions systémiques. La première est « le besoin d'un management impersonnel des affaires requis pour une bonne bureaucratie », lequel entre en tension avec « l'application discrétionnaire de la loi ». La seconde résulte de l'existence d'une « corruption endémique générée par l'absence d'État de droit » et la nécessité de limiter la hausse des inégalités, afin de garantir la « légitimité » du système socio-économique (96). Milanovic dresse brièvement une liste des onze pays, que l'on retrouve en Asie du Sud-est et en Afrique, dont le système reposerait sur ce modèle de capitalisme politique. Alors qu'ils représentaient 26% de la population et 5,5% du PIB au niveau mondial en 1990, ils représentent aujourd'hui 24,5% de la population et 21% du PIB. Ce sont des pays qui ont connu une réussite économique, exprimée en termes de taux de croissance, supérieure à la moyenne.

Le reste du chapitre est consacré à l'économie de la Chine. On y constate, depuis 30 ans, une hausse des inégalités de revenus, due notamment à la hausse des inégalités dans les zones urbaines et au recul du nombre d'entreprises publiques relativement aux entreprises privées (où les écarts de salaires sont supérieurs). La transformation sociale majeure qui en résulte est « l'émergence d'une nouvelle élite capitaliste ». Si dans le passé cette élite n'avait pas fusionné avec la classe des officiels politiques, les conditions contemporaines – notamment les multiples régimes de propriété (privée, publique, mixte, communale, étrangère) existants – laissent entrevoir l'émergence d'une « classe politico-capitaliste » chinoise (116). Ce chapitre se conclut sur la question des possibilités d'exportation du modèle du « capitalisme politique ». Il est possible que les « citoyens puissent préférer des décisions rapides », permises par l'autonomie supérieure des gouvernants, aux « longues consultations » que requiert en théorie la démocratie du CLM (119-121). Le modèle du « capitalisme politique » présente également l'avantage d'avoir permis des taux de croissance nettement supérieurs à la moyenne. Mais la Chine ne semble pas faire preuve d'une volonté d'exportation de son modèle économique et social, contrairement à l'Occident dont la politique étrangère a été

mue depuis la fin du XIX^e siècle par ce que Thorstein Veblen appelait « l'impérialisme démocratique ».

3. « L'interaction du capitalisme et de la mondialisation »

Dans ce chapitre, l'auteur traite des phénomènes générés par la mondialisation, dont la principale caractéristique est la mobilité qu'elle impose aux facteurs de production. Elle favorise notamment les migrations, l'émergence de chaînes de valeurs globales et facilite une corruption généralisée à l'échelle du globe. Le traitement de la thématique migratoire est incontestablement un moment fort du livre. Dans *Global Inequality*, Milanovic prônait la liberté de circulation des personnes, considérant qu'une hausse des migrations serait favorable à la réduction des inégalités mondiales et à la croissance économique (Milanovic, 2019, 124-165). Il a le double mérite d'aborder à nouveau la question de manière relativement dépassionnée tout en présentant avec honnêteté certains arguments de ses adversaires – ce qu'il n'avait pas fait dans l'ouvrage précédent. Je parle à dessein « d'adversaires », car sa méthodologie transnationale converge avec une idéologie cosmopolite plutôt que patriotique/nationaliste (159). Milanovic débute son raisonnement par l'hypothèse selon laquelle « la mobilité du travail est une réponse aux énormes différences de rémunérations d'une même quantité et qualité de travail selon les juridictions nationales » (129). Certaines personnes bénéficient d'une « prime de citoyenneté » tandis que d'autres souffrent d'une « pénalité ». Appliquant le postulat de la rationalité individuelle substantive, il estime qu'un individu choisira son pays de destination eu égard à la position sociale qu'il peut espérer atteindre dans les zones d'accueil. Il en déduit que les pays ayant un État-Providence fort, qui assurent mieux les plus démunis, attireront les migrants les moins qualifiés. Ils risquent d'être victime d'un processus de « sélection adverse », mettant à mal la logique de l'État-Providence (53).

Milanovic insiste sur le fait que certaines personnes peuvent bénéficier d'une prime de citoyenneté malgré leur déterritorialisation. Par exemple, un américain peut bénéficier du système de protection sociale sans pour autant travailler et investir aux États-Unis. Il s'agit d'une minorité de cas. Comme il l'affirmait ailleurs, « 97% des habitants de la planète vivent là où ils sont nés » (Milanovic, 2019, 146). Mais il n'en conclut pas moins que la citoyenneté n'est finalement qu'une « construction légale qui existe seulement dans nos esprits ». Il ajoute qu'« en un sens économique, la citoyenneté est un monopole collectif exercé par un groupe de personnes qui partagent une caractéristique légale ou politique qui donne naissance à une rente de citoyenneté » (133-134). Ce monopole est à ses yeux inefficace et injustifié. Il convient par conséquent de libéraliser la circulation du facteur travail – autrement dit de faciliter les possibilités de migrations pour

motifs économiques – au nom de l’efficacité. Milanovic se fonde sur l’argument, peu convaincant et encore moins original, selon lequel un facteur de production « va naturellement » rejoindre les zones géographiques où les rémunérations seront les plus élevées.

Une seconde raison pousse Milanovic à vouloir libéraliser la circulation des personnes. Il est convaincu que, quelles que soient les politiques menées, les possibilités de communications et de transports offertes par la mondialisation, conjuguées à de fortes inégalités internationales, vont nécessairement générer l’augmentation du nombre de migrations. Il s’agit d’un jugement prospectif, largement répandu, d’autant plus si on lui ajoute la problématique environnementale (une grande absente de l’ouvrage). Mais partager ce jugement n’implique pas pour autant de juger bonne sa proposition de politique migratoire. Milanovic n’est d’ailleurs ni naïf ni totalement utopiste. Premièrement, il a conscience de la dimension sociale et culturelle du phénomène migratoire, de telle sorte qu’en cas de conflits éventuels entre les citoyens du pays d’accueil et les migrants, la situation économique considérée d’un point de vue dynamique peut finalement se révéler pire qu’en absence de mobilité (141). Deuxièmement, il a conscience du problème d’acceptabilité sociale des migrations. Pour pallier ce problème, sa proposition, déjà avancée dans *Global Inequality*, est d’accorder aux migrants un statut différent de celui des citoyens nationaux, une forme de citoyenneté partielle, laquelle existe déjà *de facto* dans certains pays (*Green Card*, *Hukou*).

Il matérialise le choix politique qui s’offrirait à nous sous la forme d’un arbitrage entre le niveau des flux migratoires et les droits accordés aux migrants (143). Sa thèse, selon laquelle moins on accorde de droits, plus une population sera susceptible d’accepter un niveau important de migrants, est originale. Mais au regard de son objectif d’une réduction des inégalités, c’est une thèse éminemment discutable, tant du point de vue déontologique que du point de vue conséquentialiste. Premièrement, parmi les personnes qui s’opposent à une hausse des migrations, beaucoup déplorent une mauvaise intégration. Quelles que soient les responsabilités de cet échec, il est certain que réduire les droits des migrants ne facilitera aucunement leur assimilation, accentuant dès lors les rejets mutuels et les tensions. Deuxièmement, créer des citoyennetés partielles ouvre à mon avis la voie à un démantèlement toujours plus profond de l’État Providence, dont Milanovic surestime la résistance à long terme (157). Car l’État Providence ne s’est pas uniquement fondé sur l’homogénéité culturelle des sociétés – potentiellement mise à mal par une hausse des migrations. Il s’est également fondé sur un principe d’égalité devant les risques sociaux – mis à mal par l’existence de « sous-citoyenneté ».

4. « Le futur du capitalisme global »

Dans son dernier chapitre, Milanovic traite des conséquences culturelles du développement du « capitalisme hypercommercialisé ». De manière contradictoire – à moins de rêver d'un monde sans différenciation – il juge bon que toutes les anciennes sources de hiérarchie aient disparu, tout en déplorant que l'argent seul soit source de distinction (184). Il affirme que la religion et les conventions sociales/morales ne constituent plus des contraintes qui limitent l'influence des valeurs marchandes du capitalisme, ce système socio-économique « amoral » par nature. La prégnance croissante de modes de raisonnement et d'habitudes capitalistes se manifestent notamment dans l'atomisation de la famille et le processus de marchandisation de la vie privée. Chacun de nous serait devenu « un petit centre de production capitaliste, assignant des prix implicites à notre temps, nos émotions et nos relations familiales » (195). Loin d'être un présage de la crise du capitalisme, Milanovic affirme que « la marchandisation de la sphère privée » révèle au contraire son « apogée ». Dans la mesure où il présente un dilemme réducteur entre mondialisation et autarcie, il ne pouvait qu'être amené à conclure que nous sommes bien loin de nous extraire de ce système économique et culturel (187).

Milanovic aborde ensuite la problématique du progrès technique. Il affirme que nous ne devons pas en avoir peur. Premièrement, l'émergence de robots ne signifierait pas mécaniquement une réduction du nombre d'emplois. Il est nécessaire de raisonner d'un point de vue dynamique. Deuxièmement, Milanovic pense que la peur du progrès technique est due à l'hypothèse fallacieuse selon laquelle les besoins humains seraient limités. Au contraire, leur caractère potentiellement illimité doit amener à conclure que l'augmentation de la productivité permise par le progrès technique ne conduira pas nécessairement à réduire le nombre d'emplois. Porter la discussion sur le terrain de la nature des besoins est judicieux. Mais là encore, le lecteur, insatiable, reste sur sa faim. Premièrement, Milanovic attribue trop rapidement à Keynes une conception des besoins comme étant limités (200). Ce dernier distinguait précisément les besoins absolus des besoins relatifs afin de distinguer les besoins satiables de ceux qui ne le sont pas (Keynes, 1931, 111). Deuxièmement, la réflexion esquissée en termes de « besoins réels » fait écho à une vaste littérature autour du concept de souveraineté du consommateur, qui n'est pas même mentionnée. Elle aurait pourtant aidé l'auteur à structurer sa discussion (197-199). Son appel à ne pas avoir peur de l'émergence des robots modernes ne convainc pas, tant l'argumentation reste superficielle. La destruction-crédation d'emplois est un processus qui a une dimension quantitative mais aussi qualitative. Or Milanovic ne discute aucunement les conséquences de l'émergence de l'Intelligence Artificielle sur la nature des emplois. Le récent rapport Villani (2018),

par exemple, conclut pourtant qu'une de ses conséquences, fort probable, sera d'accroître le développement des « micro-tâches » qui participent de l'entraînement des algorithmes.

Milanovic contraste ensuite les avantages respectifs des deux types de capitalisme qu'il a distingués. À ses yeux, l'avantage du capitalisme méritocratique libéral est « la démocratie ». Elle constitue un « bien premier », un avantage « naturel » (209). Même si l'on accepte ce point de vue, une réflexion étayée sur cette notion était souhaitable. La démocratie apparaît dans le livre comme un totem de la modernité, jouissant du monopole de la légitimité politique, alors même que l'écart entre son image et les réalités semble croître. N'est-ce pas ce que révèlent lesdits phénomènes populistes et le procès en technocratie attenté à l'Union Européenne (autre absente de l'ouvrage) ? À l'inverse, l'avantage du capitalisme politique serait « instrumental ». Il résiderait dans ce qu'il permet, à savoir un « management plus efficace » de l'économie. Bien que cela ne soit jamais discuté, le « capitalisme social-démocrate » ressemble par certains aspects au « capitalisme politique ». Milanovic préfère présenter un nouveau dilemme, entre démocratie et croissance, qui laisse tout aussi circonspect que les précédents.

Le livre se conclut sur une fresque présentant la succession des différents types de capitalisme que l'Occident a connus – le capitalisme classique, le capitalisme social-démocrate, le CLM – et pourrait connaître – le *people's capitalism* (où les parts de revenu du capital et du travail seraient égales) et l'*egalitarian capitalism* (où les niveaux de revenu du capital et du travail seraient égaux). Cette fresque est éminemment problématique (215-216). Elle mélange trois idéaux-types qui sont le résultat d'un processus de théorisation de l'histoire, avec deux notions nouvelles, non théorisées, et qui n'ont clairement pas le même statut (ce ne sont en fait que des formes du capitalisme que l'auteur appelle de ses vœux). La confusion est ici totale.

5. Un processus de théorisation lacunaire

La faiblesse principale de *Capitalism Alone* réside en son cœur, à savoir dans la construction idéal-typique du capitalisme méritocratique libéral et du capitalisme politique. Un tel processus de « théorisation de l'histoire » est nécessaire afin d'appréhender la dynamique du système capitaliste (Hédoin, 2013, 16). Réduire le capitalisme à deux formes principales est contestable mais parfaitement compréhensible. Le problème est ailleurs : la construction théorique est fragile, sur quatre points au moins.

Premièrement, le choix des étiquettes est maladroit. Admettons que le capitalisme du XXI^e siècle en Occident soit « méritocratique » et « libéral » au regard des possibilités de mobilité sociale. Le capitalisme social-démocrate l'était-il moins ? Des statistiques sur la mobili-

té sociale auraient été nécessaires. Ici, c'est le travail de comparaison diachronique de l'évolution des formes idéal-typiques du capitalisme occidental qui est lacunaire. L'étiquette de « capitalisme politique » n'est pas meilleure. Elle laisse entendre que le capitalisme libéral méritocratique n'est pas politique, alors que le choix d'un État faible résulte d'une succession de choix politiques. Un deuxième problème est relatif au travail sur les caractéristiques des deux idéaux-types et à leur comparaison synchronique. Par exemple, Milanovic ne se demande pas si certains critères du capitalisme méritocratique libéral pourraient également s'appliquer à la Chine. Les personnes les plus riches en termes de revenus du capital n'y sont-elles pas également les plus riches en termes de revenus du travail ? Ce pays est-il à l'abri de l'homogamie ? Des inégalités d'accès à l'éducation ? De la concentration du capital ? *A priori*, et en absence de preuves empiriques, le doute est permis. Ce que Milanovic ne fait pas non plus, et qui pourtant vient immédiatement à l'esprit, c'est de discuter des caractéristiques qui singularisent le « capitalisme politique » par rapport au CML. Or, si l'on suit sa propre définition, il apparaît que les nations occidentales répondant à ce modèle sont incapables « d'être guidées par les intérêts nationaux » (91), « de contrôler le secteur privé » (93) et que leurs élites bureaucratiques y sont inefficaces. Si telle est l'opinion de l'auteur, il lui fallait l'affirmer. Si ce n'est pas le cas, c'est la preuve d'une théorisation lacunaire. Un troisième problème réside dans le traitement asymétrique des deux idéaux types. Alors que Milanovic met en avant deux grandes contradictions systémiques du « capitalisme politique », il néglige les contradictions systémiques du capitalisme libéral méritocratique. Sa présentation est idéalisée et jamais l'idéal n'est confronté aux faits stylisés mis en avant, lesquels n'invitent pourtant pas à l'enthousiasme. Le quatrième problème concerne l'absence de discussion sur les convergences potentielles des deux formes de capitalisme, soit le type de discussion mis en œuvre par des auteurs comme Aron, Bell, Burnham et Galbraith à propos des États-Unis et de l'URSS à l'époque de la guerre froide. Les cadres théoriques de ces auteurs étaient nettement plus raffinés et profonds que ce que Milanovic a suggéré à leur propos (Milanovic, 2019, 170). Il aurait bien fait de s'inspirer de ses prédécesseurs. Car s'il nous explique qu'émerge aux États-Unis comme en Chine une élite économique et politique relativement unitaire, la possibilité de la constitution d'une élite transnationale unifiée est évoquée du bout des lèvres (217). On ne peut se revendiquer d'une méthodologie transnationale sans poser la question d'une élite globale, d'autant plus si l'on soutient la thèse que le capitalisme règne seul en maître. Pour ce faire, encore fallait-il construire une matrice d'analyse des catégories dirigeantes, en recourant à un concept nécessaire à l'analyse des systèmes socio-économiques, à savoir le concept complexe de pouvoir – ultime absent de *Capitalism Alone*.

Cette conclusion peut paraître sévère. Une raison provient de l'écart entre les attentes suscitées par l'ouvrage et ses résultats, inégaux voire décevants. Mais elle l'est également dans une perspective instrumentale. Branko Milanovic ne semble pas en avoir terminé avec ses recherches sur le futur du capitalisme. Or en cette matière, il est à mon avis crucial de reconnaître que l'usage de données empiriques ne peut jamais combler un processus de théorisation lacunaire.

Références bibliographiques

- Aristote, [IV^e siècle avant JC] 1993. *Les politiques*. Paris : Flammarion.
- Duménil, Gérard, et Dominique Lévy. 2018. *Managerial Capitalism*. Londres : Pluto Press.
- Galbraith, James K. 2019. *Capitalism's Great Reckoning. Project Syndicate*, 19 avril 2019.
- Galbraith, John Kenneth. [1952] 1956. *Le Capitalisme Américain*. Paris : Éditions Genin.
- Hayek, Friedrich. [1944] 2010. *La Route de la Servitude*. Paris : Presses universitaires de France.
- Hédoin, Cyril. 2013. *L'institutionnalisme historique*. Paris : Classiques Garnier.
- Keynes, John Maynard. [1931] 2002. Perspective économique pour nos petits-enfants. In *La Pauvreté dans l'abondance*. Paris : Gallimard.
- Marx, Karl. [1894] 2008. *Le Capital*. Livre III. Paris : Gallimard.
- Milanovic, Branko. [2016] 2019. *Inégalités mondiales*. Cambridge, MA : Harvard University Press,
- Renard, Mary-Françoise. 2018. *L'économie de la Chine*. Paris : La Découverte.
- Villani, Cédric. 2018. *Donner un sens à l'intelligence artificielle : pour une stratégie nationale et européenne*. Rapport pour le Premier Ministre.